

Service Risques, Energie, Déchets
Pôle Risques Technologiques ICPE
Saint-Phy
BP 54
97102 Basse-Terre Cedex

Basse-Terre, le 24 mars 2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 11/12/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

RUBIS Antilles Guyane

Pointe Jarry
97122 Baie-Mahault

Références : RED-PRT-IC-2026- 107b
Code AIOT : 0022100002

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 11/12/2025 dans l'établissement RUBIS Antilles Guyane implanté centre emplisseur Pointe Jarry BP 2011 97122 Baie-Mahault. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- RUBIS Antilles Guyane
- centre emplisseur Pointe Jarry BP 2011 97122 Baie-Mahault
- Code AIOT : 0022100002
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Non

Le centre emplisseur RUBIS / SIGL comprend :

- un dépôt de GPL (butane) constitué de 2 réservoirs sous talus de 2000 m³ ;
- d'une ligne de transfert de GPL reliant le quai pétrolier n° 10 aux installations de stockage de l'établissement ;
- d'installations de réception des bouteilles et d'embouteillage ;
- d'une installation de distribution vrac.

La société RUBIS Antilles Guyane est l'exploitant de l'établissement, elle définit l'organisation de l'activité du site. L'activité sur le site est assurée par la Société Industrielle de Gaz et Lubrifiants (SIGL). Il est à noter que les stockages sous talus du site appartiennent à la société STOCABU (50 % RUBIS Antilles Guyane, 50 % Antilles Gaz).

Cet établissement est classé SEVESO seuil haut pour les stockages de butane (réservoirs sous talus, bouteilles en attente et stockage annexe) au titre de la rubrique ICPE 4718-1.

Ce site réalise également des activités de réparation, de peinture et de contrôle périodique (réépreuve) des bouteilles de gaz commercialisées.

Thèmes de l'inspection :

- Suite de la visite d'inspection du 26/11/2024 hors ESP
- AN25 Travaux et points chauds

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
4	Travaux	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 63	Demande d'action corrective	3 mois
5	Plan de prévention	Arrêté Ministériel du 19/03/1993, article 1	Demande d'action corrective	3 mois
6	Dispositions du plan de prévention	Décret du 07/03/2008, article /	Demande d'action corrective	15 jours
10	Surveillance fin de travaux	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 63	Demande d'action corrective	15 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Identification des zones à risque	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 48	Sans objet
2	Consignes d'exploitation	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 59	Sans objet
3	Interdiction d'apporter du feu	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 59	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
7	Travaux	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 63	Sans objet
8	Travaux et sous traitance	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 63	Sans objet
9	Formation du personnel	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 56	Sans objet
11	Utilisation de solvants	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 28.1	Sans objet
12	Risques accidentels, zone dépôt de lubrifiant	AP Complémentaire du 08/06/2005, article 1.1.3	Sans objet
13	Exploitation - entretien	Arrêté Ministériel du 02/05/2002, article 3.3	Sans objet
14	Mesures de Maîtrise des Risques (MMR)	AP Complémentaire du 01/12/2022, article 5.1	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'action nationale sur les travaux et points chauds a mis en évidence la nécessité de mettre en œuvre des actions correctives. Toutefois, les prescriptions contrôlées demeurent globalement satisfaisantes.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Identification des zones à risque

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 48
Thème(s) : Actions nationales 2025, Locaux à risque
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant identifie les zones de l'établissement susceptibles d'être à l'origine d'incendie ou d'explosion de par la présence de matières dangereuses stockées ou utilisées ou par la présence d'atmosphères explosibles pouvant survenir soit de façon permanente ou occasionnelle dans le cadre du fonctionnement normal des installations, soit susceptible de se présenter de façon accidentelle ou sur de courte durée.</p> <p>Ces zones sont matérialisées par des moyens appropriés et reportées sur un plan systématiquement tenu à jour.</p> <p>La nature exacte du risque (atmosphère potentiellement explosible, etc.) et les consignes à observer sont indiquées à l'entrée de ces zones et, en tant que de besoin, rappelées à l'intérieur de celles-ci.</p>

Ces consignes sont incluses dans les plans de secours s'ils existent
Constats : Le plan de zonage ATEX du site du 22/12/2022 a été consulté lors de l'inspection. Ce plan de zonage actualisé a été établi sur la base de l'étude ATEX du 22/12/2022.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Consignes d'exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 59
Thème(s) : Actions nationales 2025, Consignes d'exploitation
Prescription contrôlée : L'exploitant établit, tient à jour et affiche des consignes d'exploitation et de sécurité dans les lieux fréquentés par le personnel [...] <p>Ces consignes d'exploitation précisent autant que besoin : [...]</p> - l'obligation du " permis d'intervention " prévu à l'article 63 du présent arrêté pour les parties concernées de l'installation ;
Constats : Vu par sondage, les affichages et consignes de sécurité affichés sur le site notamment les pictogrammes signalant la présence d'une zone ATEX et l'interdiction de fumer.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Interdiction d'apporter du feu

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 59
Thème(s) : Actions nationales 2025, Interdiction de feu
Prescription contrôlée : L'exploitant établit par ailleurs des consignes de sécurité, qui indiquent autant que de besoin : - l'interdiction d'apporter du feu sous une forme quelconque, notamment l'interdiction de fumer dans les zones présentant des risques d'incendie ou d'explosion, sauf cas spécifique d'une intervention dûment encadrée par un permis d'intervention prévu à l'article 63 ;
Constats : Les travaux par points chauds sont réalisés par des équipes de la société RUBIS ou par des prestataires externes.

Les permis « feu » sont délivrés aux intervenants lors de l'attribution des autorisations de travail. Lors de l'inspection, aucun travail par point chaud n'était en cours. Toutefois, l'exploitant indique que des pictogrammes de danger ainsi que les affichages appropriés sont systématiquement mis en place dans les zones du site où des travaux par points chauds sont réalisés.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Travaux

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 63
Thème(s) : Actions nationales 2025, Permis de feu
Prescription contrôlée : <p>Dans les parties de l'installation présentant des risques d'incendie ou d'explosion mentionnées à l'article 48, il est interdit d'apporter du feu sous une forme quelconque, sauf pour la réalisation de travaux ayant fait l'objet d'un document ou dossier spécifique comprenant les éléments suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la définition des phases d'activité dangereuses et des moyens de prévention spécifiques correspondants ; - l'adaptation des matériels, installations et dispositifs à la nature des opérations à réaliser ainsi que la définition de leurs conditions d'entretien ; <p>[...]</p> <p>Le respect des dispositions précédentes peut être assuré par l'élaboration du plan de prévention défini aux articles R. 4512-6 et suivants du code du travail, lorsque ce plan est exigé.</p>
Constats : <p>Le site dispose de plan de zonage des risques ATEX. L'exploitant indique que les zones d'incendie sont intégrées dans les zones ATEX.</p>
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : <p>Il est demandé à l'exploitant de différencier les zones de risques d'incendie et d'explosion et d'adapter les documents associés.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 5 : Plan de prévention

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 19/03/1993, article 1
Thème(s) : Actions nationales 2025, Obligation plan de prévention
Prescription contrôlée :

Un plan de prévention est établi par écrit dans les conditions prévues au deuxième alinéa de l'article R. 4512-7 du code du travail pour les travaux dangereux ci-après énumérés :
[...]

4. Travaux effectués sur une installation classée faisant l'objet d'un plan d'opération interne en application de l'article 17 du décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 modifié.
[...]

Constats :

L'exploitant déclare établir avec les différents intervenants des plans de prévention qu'il désigne comme des analyses des dangers. Ces documents sont ensuite signés avec la société intervenante sur le chantier.

La durée de validité de ce document est de 14 jours.

Ce document est géré via l'application RAPNET

Le permis de travail est valable 12h.

L'inspection indique à l'exploitant qu'une analyse de risques est un outil de gestion du risque mais ce n'est pas formellement un plan de prévention.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Il est demandé à l'exploitant de mettre en cohérence l'intitulé et le contenu de ces documents avec les exigences réglementaires en vigueur.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois

N° 6 : Dispositions du plan de prévention

Référence réglementaire : Décret du 07/03/2008, article /

Thème(s) : Actions nationales 2025, Contenu du plan de prévention

Prescription contrôlée :

Article R4512-8 du Code du travail

Les mesures prévues par le plan de prévention comportent au moins les dispositions suivantes :

1. La définition des phases d'activité dangereuses et des moyens de prévention spécifiques correspondants ;
2. L'adaptation des matériels, installations et dispositifs à la nature des opérations à réaliser ainsi que la définition de leurs conditions d'entretien ;
3. Les instructions à donner aux travailleurs ;
4. L'organisation mise en place pour assurer les premiers secours en cas d'urgence et la description du dispositif mis en place à cet effet par l'entreprise utilisatrice ;
5. Les conditions de la participation des travailleurs d'une entreprise aux travaux réalisés par une autre en vue d'assurer la coordination nécessaire au maintien de la sécurité et, notamment, de

l'organisation du commandement.
Constats : L'analyse des dangers de la tâche considérée par l'exploitant comme un plan de prévention ne comporte pas tous les éléments notamment l'organisation mise en place pour assurer les premiers secours. Les analyses des dangers et le permis de travail (autorisation de travail) sont gérés via le logiciel RAPNET
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Il est demandé à l'exploitant de mettre en place un plan de prévention, explicitement intitulé comme tel, comportant au minimum les dispositions prévues à l'article R.4512-8 du Code du travail.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 15 jours

N° 7 : Travaux

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 63
Thème(s) : Actions nationales 2025, Permis de feu
Prescription contrôlée : Dans les parties de l'installation présentant des risques d'incendie ou d'explosion mentionnées à l'article 48, il est interdit d'apporter du feu sous une forme quelconque, sauf pour la réalisation de travaux ayant fait l'objet d'un document ou dossier spécifique comprenant les éléments suivants : - la définition des phases d'activité dangereuses et des moyens de prévention spécifiques correspondants ; - l'adaptation des matériels, installations et dispositifs à la nature des opérations à réaliser ainsi que la définition de leurs conditions d'entretien ; [...] <p>Le respect des dispositions précédentes peut être assuré par l'élaboration du plan de prévention défini aux articles R. 4512-6 et suivants du code du travail, lorsque ce plan est exigé.</p>
Constats : L'exploitant déclare que toute réalisation de travaux au sein de l'établissement est soumise à la rédaction d'une analyse des dangers de la tâche (plan de prévention) lié au chantier puis à la délivrance d'un permis de travail (autorisation de travail) liée à l'intervention permettant de dresser un état des lieux de la situation réelle au moment des travaux.

Type de suites proposées : Sans suite
--

N° 8 : Travaux et sous traitance

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 63

Thème(s) : Actions nationales 2025, Sous traitance

Prescription contrôlée :

Dans les parties de l'installation présentant des risques d'incendie ou d'explosion mentionnées à l'article 48, il est interdit d'apporter du feu sous une forme quelconque, sauf pour la réalisation de travaux ayant fait l'objet d'un document ou dossier spécifique comprenant les éléments suivants :

[...]

- lorsque les travaux sont effectués par une entreprise extérieure, les conditions de recours par cette dernière à de la sous-traitance et l'organisation mise en place dans un tel cas pour assurer le maintien de la sécurité.

Constats :

Les risques liés aux travaux par point chaud font l'objet d'une analyse par l'ensemble des intervenants lors de la rédaction de l'analyse des dangers de la tâche (plan de prévention) et de la délivrance des permis de travail (autorisations de travail).

Type de suites proposées : Sans suite
--

N° 9 : Formation du personnel

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 56

Thème(s) : Actions nationales 2025, Formation
--

Prescription contrôlée :

Les différents opérateurs et intervenants dans l'établissement, y compris le personnel des entreprises extérieures, reçoivent une formation sur les risques des installations, l'application des consignes, la conduite à tenir en cas de sinistre et, s'ils y contribuent, sur la mise en œuvre des moyens d'intervention.

Des personnes désignées par l'exploitant, chargées de la mise en œuvre des moyens de lutte contre l'incendie ou d'intervention, sont aptes à manœuvrer ces équipements et à faire face aux éventuelles situations dégradées. Ces personnes sont entraînées à la manœuvre de ces moyens.

Constats :

Le personnel externe, intervenant sur le site, doit réaliser un accueil sécurité durant lequel sont présentés les risques présents sur le site ainsi que les conduites à tenir en cas de sinistre. Un QCM est réalisé en fin de formation afin de s'assurer de la bonne compréhension des participants. Des explications complémentaires sont apportées si nécessaire.

Type de suites proposées : Sans suite
--

N° 10 : Surveillance fin de travaux

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 63

Thème(s) : Actions nationales 2025, Fin de travaux

Prescription contrôlée :

Après la fin des travaux et avant la reprise de l'activité, une vérification des travaux réalisés est effectuée par l'exploitant, dans l'objectif de s'assurer de l'absence de risques. Elle fait l'objet d'un enregistrement.
--

Constats :

L'utilisation de l'application RAPNET ne permet pas selon l'exploitant de réaliser un procès verbal de réception des travaux. L'exploitant déclare à l'inspection réceptionner les travaux mais ne pas le formaliser dans un document ou un registre.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective
--

Proposition de délais : 15 jours

N° 11 : Utilisation de solvants

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 28.1

Thème(s) : Risques chroniques, Plan de gestion des solvants
--

Prescription contrôlée :

Tout exploitant d'une installation consommant plus d'une tonne de solvants par an met en place un plan de gestion de solvants, mentionnant notamment les entrées et les sorties de solvants de l'installation. Ce plan est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées. Si la consommation annuelle de solvant de l'installation est supérieure à 30 tonnes par an, l'exploitant transmet annuellement à l'inspection des
--

Constats :

L'exploitant a transmis le PGS établi par le bureau Véritas (rapport n°25548055 du 15/05/2025) : RAS
--

Type de suites proposées : Sans suite
--

N° 12 : Risques accidentels, zone dépôt de lubrifiant

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 08/06/2005, article 1.1.3

Thème(s) : Risques accidentels, zone dépôt de lubrifiant

Prescription contrôlée :

Les prescriptions du présent arrêté s'appliquent également aux autres installations ou équipements exploités dans l'établissement, qui mentionnés ou non à la nomenclature sont de nature par leur proximité ou leur connexité avec une installation soumise à autorisation à modifier les dangers ou inconvénients de cette installation.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat réalisé suite à la visite d'inspection du 26/11/2024 :

L'exploitant ne doit pas accepter sur son installation de réservoirs non dégazés.

Il doit s'assurer que les équipements stockés ou en transit sur le site ne génèrent pas de risques ou de dangers supplémentaires pour ses installations, notamment au regard du contenu de son étude de dangers.

L'exploitant doit transmettre à l'inspection les éléments justifiant que les réservoirs de stockage d'hydrocarbures positionnés à proximité du dépôt de lubrifiant sont inertes (certificat de dégazage,...).

Constats :

Dans son courrier du 15 janvier 2025 l'exploitant a transmis les certificats de dégazage demandés.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 13 : Exploitation - entretien

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/05/2002, article 3.3

Thème(s) : Produits chimiques, Connaissance des produits - Etiquetage

Prescription contrôlée :

L'exploitant a à sa disposition des documents lui permettant de connaître la nature et les risques des produits dangereux présents dans l'installation, en particulier les fiches de données de sécurité prévues par le code de travail.

Les fûts, réservoirs et autres emballages portent en caractères très lisibles le nom des produits et, s'il y a lieu, les symboles de danger conformément à la réglementation relative à l'étiquetage des substances et préparations chimiques dangereuses.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat réalisé suite à la visite d'inspection du 26/11/2024 :

L'exploitant veillera au respect de la réglementation relative à l'étiquetage des substances, via la présence des symboles de danger sur les fûts ainsi que le nom des produits en caractère lisible.

Constats :

L'exploitant a justifié l'étiquetage des fûts par courrier du 15 janvier 2025.

Lors de la visite l'inspection a observé par sondage la présence de l'étiquetage des substances.

Type de suites proposées : Sans suite
--

N° 14 : Mesures de Maîtrise des Risques (MMR)

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 01/12/2022, article 5.1

Thème(s) : Risques accidentels, Liste des mesures de maîtrise des risques
--

Prescription contrôlée :

L'exploitant établit, en tenant compte de l'étude de dangers, la liste des mesures de maîtrise des risques. Il identifie à ce titre les équipements, les paramètres, les consignes, les modes opératoires et les formations afin de maîtriser une dérive dans toutes les phases d'exploitation des installations (fonctionnement normal, fonctionnement transitoire, situation accidentelle, ...) susceptibles d'engendrer des conséquences graves pour l'homme et l'environnement.

Cette liste est intégrée dans le système de gestion de la sécurité de l'établissement. Elle est tenue à la disposition de l'inspection des installations classées et fait l'objet d'un suivi rigoureux.

Ces dispositifs sont contrôlés périodiquement et maintenus au niveau de fiabilité décrit dans l'étude de dangers, en état de fonctionnement selon des procédures écrites.

Les opérations de maintenance et de vérification sont enregistrées et archivées.

En cas d'indisponibilité d'un dispositif ou élément d'une mesure de maîtrise des risques, l'installation est arrêtée et mise en sécurité, sauf si l'exploitant a défini et mis en place des mesures compensatoires dont il justifie l'efficacité et la disponibilité.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat réalisé suite à la visite d'inspection du 26/11/2024 :

L'exploitant doit disposer d'une procédure suffisamment détaillée pour la MMRI 1 (arrêt des pompes navire et fermeture vanne sur le quai sur détection gaz site 50% LIE), identifiée comme critique dans la dernière EDD.

Cette procédure doit être mise à la disposition des opérateurs en charge du déchargement et affichée.0

Constats :

La consigne d'exploitation relative à la réception de butane par bateau a été transmise à l'inspection par courrier en date du 15 janvier 2025, sans observation de sa part. L'exploitant a présenté à l'inspection le tableau d'émargement des personnes ayant pris connaissance de cette consigne.

Type de suites proposées : Sans suite
--

Annexe confidentielle
Non communicable au public

Nature du caractère confidentiel :

- ☐ Information sensible ⁽¹⁾
- ☐ Secret industriel
- ☐ Autres : préciser

(1) Information sensible non communicable pouvant faciliter la commission d'acte de malveillance (cf. instruction du gouvernement du 12 septembre 2023). Exemples : localisation des barrières de sécurité, localisation des stocks de produits dangereux...

Pour chaque point de contrôle dont le bloc de confidentialité est complété :

Nom du point de contrôle : Plan de prévention
Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 19/03/1993, article 1
Information confidentielle :